



VILLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

ARRÊTE MUNICIPAL RELATIF AU STATIONNEMENT ET À LA CIRCULATION SUR LES VOIES DE LA COMMUNE OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Le Maire de la Ville de Saint-Maur-des-Fossés,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-1 et suivants, L.2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.325-1, R.325-2 et suivants, R.417-1, R. 417-10 et suivants,

Vu le règlement de Voirie approuvé par le Conseil municipal du 2 juillet 2015,

Vu la Charte de chantier de la Ville de Saint-Maur des Fossés,

Vu l'arrêté municipal DGS073 du 10 octobre 2024, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur CIPRIANO, Maire-Adjoint,

Vu la demande de la société TERRASSEMENT MARQUES, du 20 décembre 2024,

Vu la permission de voirie n° IF 094 068 24 00615, du 23 décembre 2024,

Considérant qu'en raison **de travaux d'assainissement**, exécuté par la société TERRASSEMENT MARQUES - domiciliée 24, rue Garnier Pages – 942100 SAINT MAUR DES FOSSES – il y a lieu de modifier provisoirement les dispositions de stationnement et de circulation, **rue Lafayette, du 06 janvier 2025 au 14 janvier 2025.**

ARRETE

ARTICLE I : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré gênant, **rue Lafayette, au droit du n°19 bis, sur 1 emplacement**, selon les besoins et l'avancement des travaux, **du 06 janvier 2025 au 14 janvier 2025.**

ARTICLE II : La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, rue Lafayette, entre l'avenue de Verdun et la rue Parmentier, selon les besoins et l'avancement des travaux, **le 06 janvier 2024 de 8 h à 13h.**

ARTICLE III : Les déviations s'effectueront par les voies adjacentes.

ARTICLE IV : Les horaires de travaux à respecter sont : 8h-18h du lundi au vendredi exclusivement (hors jours fériés)

ARTICLE V : **Le présent arrêté sera affiché 48h00 avant le début de l'intervention si les places de stationnement réservées sont situées hors zone bleue, 7 jours avant le début de l'intervention, si les places de stationnement réservées sont situées en ZONE BLEUE. Le présent arrêté sera affiché pendant toute la durée des travaux.** Les modifications de circulation et de stationnement seront matérialisées par des panneaux réglementaires mis en place par la société qui restera responsable de leur maintien en bon état de visibilité. Ces dispositions seront applicables avec la mise en place de la signalisation réglementaire par la société précitée aux différents lieux d'interventions.

ARTICLE FINAL : Monsieur le Commissaire de Police ou son représentant, Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter les dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique sur le site de la Ville, et copie sera adressée à :

- Au demandeur,
- A Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
- A Monsieur le Capitaine de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris,
- A Monsieur le Commissaire de Police ou son représentant,
- A chacun des fonctionnaires et agents chargés de son exécution.

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de MELUN, 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex - Téléphone : 01 60 56 66 30 - Télécopie : 01 60 56 66 10, ou par Télérecours Citoyen (<http://citoyens.telerecours.fr>), dans un délai maximal de deux mois, à compter de la notification de la présente, conformément aux articles R.421-1 et R421-2 du Code de justice administrative ;
- d'un recours gracieux formulé auprès de Monsieur le Maire – Hôtel de Ville – Place Charles de Gaulle – 94107 Saint-Maur-des-Fossés cedex. Un tel recours gracieux emporte des effets de droits et la suspension du délai de recours contentieux dans des conditions conformes aux règles de la procédure contentieuse administrative.

Certification exécutoire

Fait en Mairie de Saint-Maur-des-Fossés,
Le vingt-trois décembre deux-mille-vingt-quatre,
Pour le Maire et par délégation,
Le Maire-Adjoint,
Philippe CIPRIANO



Date de publication électronique

27 DEC 2024

OFFICE OF THE ATTORNEY GENERAL

STATE OF GUAM
IN SENATE, January 15, 1963.
REPORT OF THE ATTORNEY GENERAL
ON THE PROCEEDINGS OF THE SENATE
IN THE MATTER OF THE
PETITION OF THE GUAM NATIONAL
GUARD FOR RECOGNITION AS
A STATE OF THE UNITED STATES
AND FOR THE REPEAL OF
THE GUAM ORGANIC ACT OF
1950.

THE GUAM NATIONAL GUARD, a corporation organized under the laws of the Territory of Guam, filed a petition in the Senate on January 10, 1963, praying that the Senate do certain things.

